

F. 97 — 1019

[C - 97/31072]

20 MARS 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités particulières d'application de redistribution du travail applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public notamment les articles 3, §3, alinéa 2, 10, § 1^{er}, et 14;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 1996 rendant applicable à la Région de Bruxelles-Capitale la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émise le 7 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 1996;

Vu l'approbation du Ministre des Pensions, émise le 15 juillet 1996;

Vu le protocole n° 95/17 du 27 mars 1996 du Comité de négociation du Secteur XV;

Considérant que les mesures de redistribution du travail ont été négociées par les différentes entités fédérées au sein du Comité A et qu'elles ont abouti au Protocole 88/2 du 8 mai 1996 commun à tous les services publics et qu'il y a donc lieu à présent de les rendre applicables au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- "loi" : la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public;
- "départ anticipé à mi-temps" : le régime de travail à mi-temps visé à l'article 3, § 1^{er}, de la loi;
- "semaine volontaire de quatre jours" : les prestations réduites telles qu'elles sont définies par l'article 7, § 1^{er}, de la loi;
- "le Ministère" : le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
- "les membres du personnel" : les membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
- "le conseil de direction" : le conseil de direction du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
- "chômeurs" : les personnes visées à l'article 9, § 2, de la loi.

Art. 2. Les dispositions de l'article 61bis de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions sont applicables aux versements qui doivent être effectués en application de l'article 20 de la loi.

CHAPITRE II. — Départ anticipé à mi-temps

Art. 3. Les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peuvent se prévaloir du droit au départ anticipé à mi-temps.

Ne peuvent pas non plus invoquer le droit au départ anticipé à mi-temps les membres du personnel nommés à titre définitif exécutant une fonction de direction.

Les membres du personnel visés aux alinéas 1^{er} et 2 qui en font la demande peuvent toutefois, moyennant l'autorisation préalable du conseil de direction, bénéficier du droit au départ anticipé à mi-temps dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

N. 97 — 1019

[C - 97/31072]

20 MAART 1997. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector inzonderheid op artikelen 3, § 3, tweede lid, 10, § 1^o, en 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 1996 waarbij de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector toepasselijk wordt gemaakt op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 7 maart 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 1996;

Gelet op de goedkeuring van de Minister van Pensioenen, gegeven op 15 juli 1996;

Gelet op het protocol nr. 95/17 van 27 maart 1996 van het Onderhandelingscomité van Sector XV;

Overwegende dat de maatregelen tot herverdeling van de arbeid door de verschillende overheden in het Comité A onderhandeld werden en dat ze geleid hebben tot het Protocol 88/2 van 8 mei 1996 gemeenschappelijk aan alle overheids-diensten en dat het derhalve past ze nu toe te passen op het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- "wet" : de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector;
- "halftijdse vervroegde uittrading" : de halftijdse arbeidsregeling bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet;
- "vrijwillige vierdaagse werkweek" : de verminderde prestaties zoals gedefinieerd in artikel 7, § 1, van de wet;
- "het Ministerie" : het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- "de personeelsleden" : de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- "de directieraad" : de directieraad van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- "werklozen" : de personen bedoeld in artikel 9, § 2, van de wet.

Art. 2. De bepalingen van artikel 61bis van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, zijn van toepassing op de stortingen die moeten worden verricht met toepassing van artikel 20 van de wet.

HOOFDSTUK II. — Halftijdse vervroegde uittrading

Art. 3. De personeelsleden die titularis zijn van een graad ingedeeld bij rang 13 of bij een hogere rang kunnen zich niet beroepen op het recht op halftijdse vervroegde uittrading.

Op het recht op halftijdse vervroegde uittrading kunnen zich evenmin beroepen de vastbenoemde personeelsleden die een leidinggevende functie uitoefenen.

De personeelsleden bedoeld in het eerste en tweede lid die erom verzoeken kunnen evenwel, met voorafgaande toestemming van de directieraad, het recht op halftijdse vervroegde uittrading genieten in de gevallen waarin de goede werking van de dienst niet wordt verstoord.

Art. 4. Le membre du personnel qui désire faire usage du droit au départ anticipé à mi-temps introduit à cet effet auprès de son chef de service une demande selon le modèle établi à l'annexe 1 du présent arrêté. Il lui est délivré un accusé de réception de sa demande.

La demande est introduite au moins trois mois avant le début de la période de congé pour départ anticipé à mi-temps. Ce délai peut être réduit de commun accord.

La demande contient une proposition de calendrier précisant le régime des prestations de travail.

Art. 5. § 1^{er}. Les prestations à mi-temps sont accomplies selon les modalités suivantes :

- soit chaque jour, le matin ou l'après-midi;
- soit selon une autre répartition fixe sur la semaine en jours entiers, sans que la période d'absence ne puisse dépasser trois jours ouvrables.

§ 2. La période de congé pour départ anticipé à mi-temps prend cours le premier jour du premier mois d'un trimestre.

§ 3. La répartition des prestations fait l'objet d'une concertation entre le membre du personnel et son chef de service.

En cas de désaccord entre les parties, la répartition des prestations est décidée par le chef de service qui en informe le membre du personnel dans les trois mois de l'introduction de sa demande de départ anticipé à mi-temps.

Lorsqu'il ne peut se rallier à la décision de son chef de service, le membre du personnel peut, soit renoncer à sa demande, soit introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant du Ministère qui se prononce après avoir demandé l'avis du conseil de direction.

Le recours visé à l'alinéa 3 est également ouvert au membre du personnel qui n'a pas obtenu de décision de la part de son chef de service dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}.

• **Art. 6.** Le remplacement de deux membres du personnel qui font usage du droit au départ anticipé à mi-temps intervient dans le délai d'un mois à compter du jour où le deuxième membre du personnel entame sa période de congé pour départ anticipé à mi-temps.

Art. 7. Tous les trois mois le Ministère envoie au président du comité de concertation de base un relevé de toutes les demandes de départ anticipé à mi-temps qui ont été introduites.

CHAPITRE III. — Semaine volontaire de quatre jours

Art. 8. Les membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée et occupés à temps plein ont le droit d'effectuer, pendant une période ininterrompue d'au moins un an, quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées.

Les contractuels engagés pour répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel ou pour assurer le remplacement de membres du personnel absents ne peuvent, toutefois se prévaloir au droit visé à l'alinéa 1^{er} que pour autant qu'au moment de l'introduction de leur demande ils aient accompli deux années de service à temps plein.

Art. 9. Les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peuvent se prévaloir du droit à la semaine volontaire de quatre jours.

Ne peuvent pas non plus invoquer le droit à la semaine volontaire de quatre jours les membres du personnel exerçant une fonction de direction.

Les membres du personnel visés aux alinéas 1^{er} et 2 qui en font la demande peuvent toutefois, moyennant l'autorisation préalable du conseil de direction, bénéficier du droit à la semaine volontaire de quatre jours dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

Art. 10. Le membre du personnel qui désire faire usage du droit à la semaine volontaire de quatre jours introduit à cet effet, auprès de son chef de service, une demande dont le modèle est établi à l'annexe 2 du présent arrêté. Il lui est délivré un accusé de réception de sa demande.

La demande est introduite au moins trois mois avant le début de la période au cours de laquelle le membre du personnel est autorisé à exercer ses prestations sur la base de la semaine de quatre jours. Ce délai peut être réduit de commun accord.

Art. 4. Het personeelslid dat gebruik wenst te maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding dient daartoe bij zijn diensthoofd een aanvraag in volgens het model vastgelegd in bijlage 1 van dit besluit. Van zijn aanvraag wordt hem een ontvangstbewijs afgegeven.

De aanvraag geschiedt minstens drie maanden vóór de aanvang van het verlof voor halftijdse vervroegde uittreding. Deze termijn kan in gemeenschappelijk overleg worden ingekort.

Deze aanvraag bevat een voorstel van werkschema waarin bepaald wordt hoe de arbeidsprestaties worden geregeld.

Art. 5. § 1. De halftijdse prestaties worden verricht op de volgende wijze :

- ofwel elke dag, 's morgens of 's middags;
- ofwel volgens een andere vaste verdeling over de week in volledige dagen, waarbij de afwezigheidsperiode niet meer dan drie werkdagen mag bedragen.

§ 2. De periode van verlof voor halftijdse vervroegde uittreding neemt een aanvang op de eerste dag van de eerste maand van een trimester.

§ 3. Het personeelslid en zijn diensthoofd plegen overleg over de verdeling van de prestaties.

Als zij het onderling niet eens worden, beslist het diensthoofd over de verdeling van de prestaties en brengt hij het personeelslid daarvan in kennis binnen drie maanden nadat deze zijn aanvraag om halftijdse vervroegde uittreding heeft ingediend.

Wanneer het personeelslid zich niet bij de beslissing van zijn diensthoofd kan aansluiten, kan het van zijn aanvraag afzien of beroep instellen bij de leidend ambtenaar van het Ministerie, die uitspraak doet na het advies van de directieraad te hebben gevraagd.

Het beroep bedoel in het derde lid kan tevens worden ingesteld door het personeelslid dat binnen de in het eerste lid bepaalde termijn, van zijn diensthoofd geen beslissing heeft gekregen.

Art. 6. Wanneer twee personeelsleden gebruik maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding, worden zij vervangen binnen een termijn van één maand die ingaat de dag dat het verlof voor halftijdse vervroegde uittreding van het tweede personeelslid aanvangt.

Art. 7. Om de drie maanden stuurt het Ministerie aan de voorzitter van het basisoverlegcomité een staat op van de ingediende aanvragen om halftijdse vervroegde uittreding.

HOOFDSTUK III. — Vrijwillige vierdaagse werkweek

Art. 8. De in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds werken en de personeelsleden met een arbeidsovereenkomst voor een onbepaalde duur die voltijds werken hebben het recht om gedurende een ononderbroken periode van minstens één jaar vier vijfde te verrichten van de prestaties die hun normaal worden opgelegd.

De personeelsleden met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen om aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen of ter vervanging van afwezige personeelsleden, kunnen echter slechts aanspraak maken op het in het eerste lid genoemde recht voor zover zij bij het indienen van hun aanvraag twee jaar voltijds in dienst zijn.

Art. 9. De personeelsleden die titularis zijn van een graad ingedeeld bij rang 13 of bij een hogere rang kunnen zich niet beroepen op het recht op de vrijwillige vierdaagse werkweek.

Op het recht op vrijwillige vierdaagse werkweek, kunnen zich evenmin beroepen de personeelsleden die een leidinggevende functie uitoefenen.

De personeelsleden bedoeld in het eerste en tweede lid die erom verzoeken kunnen evenwel, met voorafgaande toestemming van de directieraad, het recht op de vrijwillige vierdaagse werkweek genieten in de gevallen waarin de goede werking van de dienst niet wordt verstoord.

Art. 10. Het personeelslid dat gebruik wenst te maken van het recht op vrijwillige vierdaagse werkweek dient daartoe bij zijn diensthoofd, een aanvraag in, volgens het model vastgelegd in bijlage 2 bij dit besluit. Van zijn aanvraag wordt hem een ontvangstbewijs afgegeven.

De aanvraag geschiedt minstens drie maanden vóór de aanvang van de periode waarin het personeelslid zijn prestaties op basis van de vierdaagse werkweek mag verrichten. Deze termijn kan in gemeenschappelijk overleg worden ingekort.

La demande contient une proposition de calendrier précisant le régime des prestations de travail.

Art. 11. § 1^{er}. La période de semaine de quatre jours prend cours le premier jour du mois d'un trimestre.

§ 2. La répartition des prestations fait l'objet d'une concertation entre le membre du personnel et son chef de service.

En cas de désaccord entre les parties, la répartition des prestations est décidée par le chef de service qui en informe le membre du personnel dans les trois mois de l'introduction de sa demande de semaine volontaire de quatre jours.

Lorsqu'il ne peut se rallier à la décision de son chef de service, le membre du personnel peut, soit renoncer à sa demande, soit introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant du ministère qui se prononce après avoir demandé l'avis du conseil de direction.

Le recours visé à l'alinéa 3 est également ouvert au membre du personnel qui n'a pas obtenu de décision de la part de son chef de service dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 12. Le calendrier de travail proposé par le membre du personnel est examiné en tenant compte du fonctionnement du service, ainsi que des demandes de travail à temps partiel introduites par les autres membres du personnel du service.

S'il ressort de cet examen que le calendrier de travail proposé par le membre du personnel ne peut pas être accepté, le chef de service communique à l'intéressé les raisons pour lesquelles le calendrier proposé est refusé. Il communique en même temps à l'intéressé les calendriers de travail qui peuvent être acceptés.

Art. 13. § 1^{er}. Le calendrier de travail peut être modifié chaque année de commun accord.

§ 2. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de la semaine volontaire de quatre jours moyennant un préavis de trois mois. Ce préavis ne peut être adressé qu'à partir du premier jour du neuvième mois qui suit le début de la réduction des prestations.

Le régime de la semaine volontaire de quatre jours expire à la fin du dernier mois d'un trimestre.

Art. 14. Le temps de travail libéré lorsque des membres du personnel font usage du droit à la semaine volontaire de quatre jours est obligatoirement rencontré par la mise au travail de chômeurs. Ces chômeurs sont engagés dans les liens d'un contrat de travail, à mi-temps ou à temps plein.

Le remplacement s'effectue au plus tôt dans le mois où le deuxième membre du personnel opte pour la semaine de quatre jours et au plus tard dans le mois où le cinquième membre du personnel opte pour la semaine de quatre jours.

Art. 15. Les membres du personnel qui font usage du droit à la semaine de quatre jours reçoivent à charge du Ministère le traitement dû pour les prestations réduites. Ce traitement est majoré d'un complément de traitement de 3 250 FB par mois qui fait intégralement partie du traitement. Ce montant est relié à l'indice-pivot 117,19.

Art. 16. Tous les trois mois le Ministère envoie au président du comité de concertation de base un relevé de toutes les demandes introduites pour obtenir le bénéfice des prestations à quatre cinquièmes.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 17. Les dispositions du présent arrêté applicables aux contractuels en service auprès du ministère entrent en vigueur à la date de la mise en vigueur du nouveau cadre.

Art. 18. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il fixe également les modalités d'application des régimes de départ anticipé à mi-temps et de semaine volontaire de quatre jours, ainsi que celles des congés et autres absences durant lesdits régimes.

Bruxelles, le 20 mars 1997.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur,
de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie
et de l'Aide médicale urgente,
R. GRIJP

Deze aanvraag bevat een voorstel van werkschema waarin bepaald wordt hoe de arbeidsprestaties worden geregeld.

Art. 11. § 1. De periode van vierdaagse werkweek neemt een aanvang op de eerste dag van de maand van een trimester.

§ 2. Het personeelslid en zijn diensthoofd plegen overleg over de verdeling van de prestaties.

Als zij het onderling niet eens worden, beslist het diensthoofd over de verdeling van de prestaties en brengt hij het personeelslid daarvan in kennis binnen drie maanden nadat deze zijn aanvraag om vierdaagse werkweek heeft ingediend.

Wanneer het personeelslid zich niet bij de beslissing van zijn diensthoofd kan aansluiten, kan het van zijn aanvraag afzien of beroep instellen bij de leidend ambtenaar van het ministerie, die uitspraak doet na het advies van de directieraad te hebben gevraagd.

Het beroep bedoel in het derde lid kan tevens worden ingesteld door het personeelslid dat binnen de in het eerste lid bepaalde termijn, van zijn diensthoofd geen beslissing heeft gekregen.

Art. 12. Het door het personeelslid voorgestelde werkschema wordt onderzocht rekening houdend met de werking van de dienst, en met de aanvragen van de andere personeelsleden van de dienst om deeltijds te werken.

Indien uit dit onderzoek blijkt dat het door het personeelslid voorgestelde werkschema niet aanvaard kan worden, deelt het diensthoofd aan de betrokkene de redenen mede waarom de voorgestelde werkschema niet aanvaard kan worden alsook de werkschemas die wel mogelijk zijn.

Art. 13. § 1. In gemeenschappelijk overleg mag het werkschema elk jaar worden gewijzigd.

§ 2. Met een opzegging van drie maanden kan het personeelslid een einde maken aan de regeling van vrijwillige vierdaagse werkweek. Die opzegging kan pas vanaf de eerste dag van de negende maand na de aanvang van de verminderde prestaties worden gegeven.

De regeling van vrijwillige vierdaagse werkweek loopt af aan het einde van de laatste maand van een trimester.

Art. 14. De arbeidstijd die vrijkomt wanneer personeelsleden gebruik maken van het recht op de vrijwillige vierdaagse werkweek wordt verplicht opgevuld door de tewerkstelling van werklozen. Deze werklozen worden halftijds of voltijds in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst.

De vervanging geschiedt op zijn vroegst binnen de maand waarin het tweede personeelslid kiest voor de vierdaagse werkweek en uiterlijk binnen de maand waarin het vijfde personeelslid kiest voor de vierdaagse werkweek.

Art. 15. De personeelsleden die gebruik maken van het recht op de vierdaagse werkweek ontvangen vanwege het Ministerie de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties. Die wedde wordt vermeerderd met een weddecomplement van 3 250 BEF per maand dat integraal deel uitmaakt van de wedde. Dit bedrag is gekoppeld aan spilindex 117,19.

Art. 16. Alle drie maanden stuurt het Ministerie aan de voorzitter van het basisoverlegcomité een staat op van alle aanvragen ingediend teneinde in aanmerking te komen voor vierde prestaties.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 17. De bepalingen van dit besluit die toepasselijk zijn op de personeelsleden met een arbeidsovereenkomst in dienst van het ministerie treden in werking zodra de nieuwe personeelsformatie van kracht wordt.

Art. 18. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit. Hij stelt de toepassingsmodaliteiten van de stelsels van halftijdse vervroegde uitreding en vrijwillige vierdagenweek vast, alsmede deze van de verloven en andere afwezigheden tijdens deze stelsels.

Brussel, 20 maart 1997.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp,
R. GRIJP

Annexe 1

Formulaire de demande
Départ anticipé à mi-temps

1. Partie à remplir par le membre du personnel

Nom et prénom :

Date de naissance : / /

Grade :

Service :

Administration :

Date initiale de la période de départ anticipé : 01/ /

Je désire être mis à la retraite le (1) : 01/ /

.....je propose le calendrier de travail suivant (2) :

Signature :

Date :

2. Partie à remplir par le chef de service du demandeur

Le demandeur a reçu un accusé de réception (3) de la demande à la date suivante : / /

Accord/désaccord avec le calendrier de travail proposé par le membre du personnel.

Motivation du désaccord :

Accord de principe/désaccord de principe (4) sur la date initiale de départ anticipé :

Motivation du désaccord de principe :

3. Partie à remplir par le chef de service du service du personnel

Date initiale de la période de départ anticipé : 01/ /

Nom du chef de service :

Date : / /

Signature :

4. Partie réservée à l'Inspection des Finances

L'Inspection des Finances est/n'est pas d'accord avec le recrutement proposé.

Nom de l'Inspecteur des Finances :

Date : / /

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 mars 1997.

Le Ministre de la Fonction publique,
R. GRIJP

(1) La mention de cette date ne dispense pas le membre du personnel de demander sa pension.

(2) Les prestations à mi-temps sont accomplies chaque jour (le matin ou l'après-midi) ou selon une autre répartition fixe sur la semaine en jours entiers, sans que la période d'absence ne puisse dépasser les trois jours ouvrables.

(3) Un accusé de réception n'est délivré qu'aux membres du personnel auxquels le départ anticipé est applicable.

(4) Biffer la mention inutile.

Annexe 2

Formulaire de demandeSemaine de quatre jours**1. Partie à remplir par le membre du personnel**

Nom et prénom :

Date de naissance : / /

Grade :

Qualité : nommé à titre définitif/contractuel (1)

Service :

Administration :

Date initiale de la période de la semaine de quatre jours : 01/ /

Je ne désire pas accomplir de prestations le jour suivant de la semaine (2)

Signature :

Date :

2. Partie à remplir par le chef de service du demandeur

Le demandeur a reçu un accusé de réception (3) de la demande à la date suivante :

/ /

Accord/désaccord avec le calendrier de travail proposé par le membre du personnel.

Motivation du désaccord :

Accord de principe/désaccord de principe sur la date initiale de départ anticipé :

Le calendrier de travail n'est pas/est modifié :

Le demandeur n'accomplira pas de prestations le jour suivant de la semaine :

Le demandeur ne renonce pas/renonce à son droit à la semaine de quatre jours.

Nom du chef de service :

Date : / /

Signature :

3. Partie à remplir par le chef de service du service du personnel

Date initiale de la période de départ anticipé : 01/ /

Nom du chef de service :

Date : / /

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 mars 1997.

Le Ministre de la Fonction publique,

R. GRIJP

(1) Biffer la mention inutile.

(2) On peut choisir un jour fixe chaque semaine (p. ex. pas de prestations le mardi) ou un autre système, comme par exemple la première semaine pas de prestations le lundi, la deuxième semaine pas de prestations le mardi, la troisième semaine pas de prestations le mercredi et les six mois suivants pas de prestations le vendredi.

Ces exemples ne sont pas limitatifs.

(3) Un accusé de réception n'est délivré qu'aux membres du personnel auxquels la semaine de quatre jours est applicable.

Bijlage 1

Aanvraagformulier
Halfzijdse vervroegde uittreding

1. Vak in te vullen door het personeelslid

Naam en voornaam :

Geboortedatum : / /

Graad :

Dienst :

Bestuur :

Begindatum periode van vervroegde uittreding : 01/ /

Ik wens op rust gesteld te worden (1) : 01/ /

.....ik stel voor het hierna vermelde werkschema (2) :

Handtekening :

Datum :

2. Vak in te vullen door diensthoofd van aanvrager

Aan de aanvrager werd een ontvangstbewijs (3) van de aanvraag afgeleverd op de hierna vermelde datum : / /

Akkoord/niet-akkoord (4) met voorstel werkkalender.

Motivering in geval van niet-akkoord :

Principe-akkoord/geen principe-akkoord over de begindatum van de vervroegde uittreding.

Motivering in geval van geen principe-akkoord :

Naam van het diensthoofd :

Datum : / /

Handtekening :

3. Vak in te vullen door diensthoofd van de personeelsdienst

De begindatum van de periode van vervroegde uittreding : 01/ /

Naam van het diensthoofd :

Datum : / /

Handtekening :

4. Vak voorbehouden voor de Inspectie van Financiën

De Inspectie van Financiën gaat wel/niet akkoord met de voorgestelde aanwerving.

Naam van de Inspecteur van Financiën :

Datum : / /

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 20 maart 1997.

De Minister van Ambtenarenzaken,

R. GRIJP

(1) De vermelding van deze datum ontslaat het personeelslid niet van de verplichting om zijn pensioen aan te vragen.

(2) De halfzijdse prestaties worden elke dag ('s morgens of 's namiddags) ofwel volgens een andere vaste verdeling over de week in volledige dagen verricht, waarbij de afwezigheidsperiode niet meer dan drie werkdagen bedragen.

(3) Er wordt enkel een ontvangstbewijs afgeleverd aan de personeelsleden op wie de vervroegde uittreding van toepassing is.

(4) Schrappen wat niet past.

Bijlage 2

AanvraagformulierVrijwillige vierdaagse werkweek**1. Vak in te vullen door het personeelslid**

Naam en voornaam :

Geboortedatum : / /

Graad :

Hoedanigheid : in vast verband benoemd/contractueel (1)

Dienst :

Bestuur :

Begindatum periode van : 01/ /

.....ik wens geen prestaties te verrichten op de hiernavermelde dag van de week (2)

Handtekening :

Datum :

2. Vak in te vullen door diensthoofd van aanvrager

Aan de aanvrager werd een ontvangstbewijs (3) van de aanvraag afgeleverd op de hiernavermelde datum : / /

Akkoord/niet-akkoord met voorstel werkschema.

Motivering in geval van niet-akkoord :

Principe-akkoord/geen principe-akkoord over begindatum periode van vierdaagse werkweek.

Motivering in geval van geen principe-akkoord :

Het werkschema wordt niet/wel gewijzigd

De aanvrager zal geen prestaties verrichten op de hiernavermelde dag van de week :

De aanvrager zal niet/wel af zijn van recht op vrijwillige vierdaagse werkweek

Naam van het diensthoofd :

Datum : / /

Handtekening :

3. Vak in te vullen door diensthoofd van de personeelsdienst

Begindatum van de periode van vierdaagse werkweek : 01/ /

Naam van het diensthoofd :

Datum : / /

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 20 maart 1997.

De Minister van Ambtenarenzaken,

R. GRIJP

(1) Schrappen wat niet past.

(2) Er kan gekozen worden voor een vaste dag elke week (vb. geen prestaties op dinsdag), of voor een andere regeling, zoals bijv. de eerste week geen prestaties op maandag, de tweede week geen prestaties op dinsdag, de derde week geen prestaties op woensdag of nog de eerste zes maanden geen prestaties op woensdag en de volgende zes maanden geen prestaties op vrijdag.

Deze voorbeelden zijn niet limitatief.

(3) Er wordt enkel een ontvangstbewijs afgeleverd aan de personeelsleden op wie de vierdaagse werkweek van toepassing is.